

Dubaï accueillera la conférence des Nations unies sur les changements climatiques fin 2023.

Les Émirats arabes unis présentent un piètre bilan en ce qui concerne les droits à la liberté d'expression et d'association, le droit au respect de la vie privée, les droits des travailleurs et travailleuses migrant-es, les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, etc. Ils continuent également de faire la promotion de l'extraction des combustibles fossiles et ils sont impliqués dans des violations graves des droits humains dans le contexte des conflits armés au Yémen et en Libye.

Les droits humains et la justice climatique sont interdépendants : pour que la COP28 aboutisse à des résultats en faveur de la justice sociale et climatique, il est indispensable d'agir maintenant pour garantir que la conférence ait lieu dans un environnement inclusif, où tous et toutes puissent participer sans crainte. Dans un premier temps, les Émirats arabes unis doivent libérer l'ensemble des personnes détenues arbitrairement avant la COP28.



Signez la pétition

sur amnesty.be/cop28

Vous pouvez également nous renvoyer cette carte signée que nous transmettrons aux autorités des Émirats arabes unis.



AMNESTY INTERNATIONAL

169 Chaussée de Wavre

1050 Ixelles

AMNESTY
INTERNATIONAL

